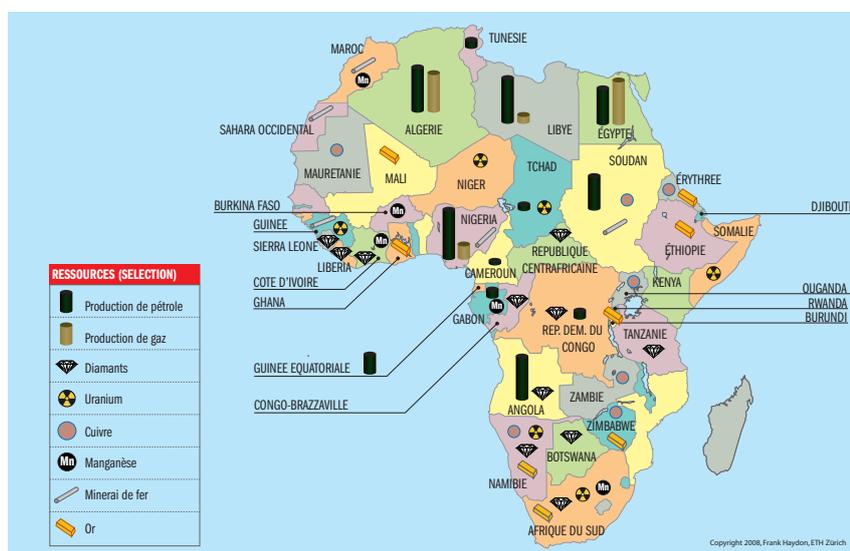


IMPORTANCE STRATÉGIQUE CROISSANTE DE L'AFRIQUE

L'Afrique est de plus en plus dans le collimateur de la communauté internationale ces dernières années. Ses nombreuses ressources naturelles, la présence accrue de groupes terroristes islamistes et le gonflement des flux migratoires vers l'Europe ont en effet accru l'importance stratégique du continent. Les mises en garde contre une confrontation géopolitique imminente entre la Chine et les Etats-Unis en Afrique semblent exagérées. Les Etats étrangers, de plus en plus nombreux à être actifs sur le continent, peuvent contribuer au même titre que les gouvernements africains à transformer la présence internationale accrue en facteur de croissance économique et de stabilité.



L'Afrique et ses grandes richesses minières (sélection)

L'Afrique a longtemps été considérée comme le continent oublié, ordinairement associé à la pauvreté, aux conflits et à une importance stratégique réduite. L'Afrique est certes devenue un théâtre de la guerre froide à partir des années 1960, mais son importance stratégique est restée relativement modeste par rapport à d'autres régions du tiers-monde comme par exemple le golfe Persique. Inversement, la lutte d'influence entre les Etats-Unis et l'Union soviétique et les guerres par procuration liées à cette dernière ont contribué au sous-développement économique, à l'instabilité politique et à la mauvaise gouvernance qui caractérisaient une grande partie de l'Afrique après le retrait des puissances coloniales européennes.

La marginalisation de l'Afrique s'est poursuivie dans les années 1990. Alors que les gran-

des puissances se retiraient dans une large mesure de la région et que les subventions d'aide au développement diminuaient, l'Afrique connaissait une autre montée de conflits armés, pour la plupart intérieurs. Etant donné la retenue de la communauté internationale vis-à-vis d'«interventions humanitaires», certains de ces conflits ont fait, comme au Rwanda ou au Congo, des nombres très élevés de victimes. En outre, l'Afrique n'a été affectée que marginalement par le processus de mondialisation. A la différence de grandes parties de l'Asie, la plupart des pays africains n'ont attiré que des investissements directs étrangers modiques et sont restés largement exclus de l'économie mondiale.

Deux développements ont toutefois contribué à atténuer la marginalisation de l'Afrique ces dernières années. D'une part, des progrès

se dessinent sur le continent au niveau de la stabilisation politique et du développement économique. La démocratie et la légalité sont en progression, même si les événements au Zimbabwe montrent que cette tendance n'est pas valable pour tous les Etats. Les économies africaines enregistrent aussi depuis cinq années successives une croissance moyenne de 5% ou davantage, les investissements directs étrangers ayant fortement augmenté. Des défis comme le système d'enseignement déficitaire et la pandémie du VIH/SIDA empêchent à vrai dire l'économie de croître au point de permettre de réduire significativement la pauvreté. Mais de nombreux Etats africains ont de plus en plus confiance dans leurs propres possibilités de développement. L'évolution remarquable de l'Union Africaine, qui met sur pied une architecture de paix et de sécurité africaine et promeut l'intégration économique régionale, reflète les efforts de ces Etats en vue d'accroître leur responsabilité personnelle.

D'autre part, l'Afrique est de plus en plus dans le collimateur des Etats étrangers, ce qui s'explique surtout par sa richesse en ressources naturelles, par la prolifération de groupes terroristes islamistes et par la pression migratoire accrue vers l'Europe. La présence rapidement croissante de la Chine en Afrique et l'engagement renforcé des Etats-Unis et des Européens soulèvent la question des répercussions de l'importance stratégique croissante du continent sur l'évolution de ce dernier.

Des ressources naturelles convoitées

La demande croissante de ressources naturelles a nettement contribué au renfor-

cement de la présence internationale en Afrique. Le continent dispose de 10% des réserves mondiales prouvées de pétrole brut et de 8% des gisements de gaz naturel. Ces chiffres peuvent sembler insignifiants par rapport à d'autres régions comme le Proche-Orient, mais de nombreux experts soupçonnent de grandes quantités non découvertes de pétrole et de gaz en Afrique. Le continent passe aujourd'hui déjà pour la région pétrolière caractérisée par la croissance la plus rapide du monde. De nombreux pays africains sont beaucoup moins empreints de pétro-nationalisme que d'autres pays producteurs et offrent aux investisseurs des contrats attrayants. Le pétrole africain est en outre souvent facile à raffiner. De grandes quantités de pétrole ouest-africain se trouvent dans des gisements off-shore bien accessibles, abordables et relativement sûrs, ce qui constitue un avantage particulier.

L'Afrique dispose d'autres ressources naturelles convoitées outre ses sources énergétiques: c'est ainsi que le continent possède par exemple 60% des gisements de diamants, 40% des gisements de phosphate et 30% des gisements de cobalt. Le fait que les prix actuels de ces matières premières soient eux aussi élevés a entraîné une relance économique du continent dépassant celle des Etats riches en pétrole et en gaz. Une baisse des prix des matières premières aurait des répercussions négatives sur l'évolution économique de nombreux Etats africains mais ne freinerait guère la course internationale aux ressources naturelles de l'Afrique.

Etats fragiles et terrorisme

Bien que les attentats à la bombe de 1998 contre les ambassades des Etats-Unis au Kenya et en Tanzanie aient permis de déduire des activités terroristes transnationales en Afrique et qu'al-Qaeda avait déjà une base temporaire au Soudan dans les années 1990, le continent n'est en point de mire de la politique de sécurité internationale que depuis le 11 septembre 2001. La présence de groupes terroristes islamistes en particulier dans des régions caractérisées par des foyers de crise et des Etats fragiles comme la corne de l'Afrique s'est effectivement accrue.

La Somalie, un pays situé près de la péninsule arabe où il n'existe guère de structures étatiques, est particulièrement menacée de devenir un bastion d'al-Qaeda et d'autres groupes terroristes. Mais les terroristes islamistes se sont aussi activés en

Afrique du Nord. Le mouvement «al-Qaeda au Maghreb islamique» s'est en particulier rendu célèbre récemment en revendiquant une série d'attentats terroristes dans la région et en annonçant de nouvelles attaques contre des cibles occidentales.

Pression migratoire vers l'Europe

Troisièmement, l'Afrique attire sur elle une attention accrue parce que de plus en plus d'Africains essaient d'émigrer illégalement dans les pays industrialisés et surtout en Europe. La migration correspondante en provenance d'Afrique a augmenté d'un tiers depuis les années 1990 et se monte aujourd'hui, selon la division de la population de l'ONU, à 400'000 personnes par an.

A l'exception des réfugiés, rares sont les émigrés qui sont bienvenus dans l'UE. En raison de la proximité géographique de l'Europe avec l'Afrique et de son histoire coloniale, on estime à huit millions le nombre d'immigrants africains illégaux vivant aujourd'hui dans l'UE. L'immigration illégale est de plus en plus abordée comme un problème de sécurité en Europe. Les contre-mesures européennes rendent les routes migratoires de plus en plus dangereuses. De nombreux émigrés perdent leur vie pendant la traversée vers l'Europe. D'autres échouent dans les pays nord-africains qui deviennent des pays de transit pour les émigrés venus d'Afrique occidentale, du Soudan, de la corne de l'Afrique et d'autres régions. Le nombre croissant de trans migrants en Afrique du Nord représente non seulement un défi humanitaire mais risque aussi d'attiser les tensions socio-économiques existantes.

Présence croissante de la Chine

Aucun autre acteur externe n'a étendu plus fortement sa présence en Afrique au cours des dernières années que la Chine. Le commerce sino-africain s'est développé à une vitesse vertigineuse et se monte actuellement à US\$ 70 milliards, ce qui fait de la Chine le second partenaire commercial national de l'Afrique après les Etats-Unis. Le pétrole représente environ deux tiers des importations chinoises d'Afrique – l'Angola, le Congo-Brazzaville, la Guinée équatoriale et le Soudan étant les principaux pays fournisseurs. Alors que la Chine achetait environ un quart de son pétrole à l'Afrique en 2004, cette quantité est déjà passée à un tiers en 2008.

En échange de livraisons de matières premières, la Chine offre aux pays africains

une généreuse assistance, des traités de commerce et son soutien dans la mise sur pied d'infrastructures. Pékin a, à l'occasion du sommet sino-africain de 2006, promis de doubler l'aide au développement à l'Afrique d'ici 2009 ainsi que de généreux prêts et crédits à l'exportation. La participation de 43 chefs d'Etat et de gouvernement à ce sommet montre combien les pays africains apprécient la présence accrue de la Chine sur le continent.

La politique de non-ingérence de la Chine dans les affaires intérieures et ses relations commerciales intensives avec des régimes autoritaires africains risquent de miner les efforts de l'Occident en vue de promouvoir la bonne gouvernance par une politique de conditionnalité. Même si la pression internationale peut occasionnellement inciter le gouvernement de Pékin – comme dans le cas du Darfour – à adapter sa politique, le problème fondamental posé par les différences entre les politiques de développement chinoise et occidentale reste non résolu pour le moment.

Un nouveau commando militaire américain

La présence des Chinois affamés d'énergie en Afrique a exacerbé la course internationale aux matières premières du continent. C'est ainsi que le Japon a récemment doublé son aide au développement à l'Afrique. L'Inde a elle aussi annoncé de gros projets d'investissement. Garantir l'approvisionnement énergétique et restreindre l'influence chinoise sont des facteurs qui ont aussi contribué à l'engagement renforcé des Etats-Unis en Afrique ces dernières années. Les importations de pétrole américaines en provenance d'Afrique ont augmenté de deux tiers depuis 2000 et représentent actuellement 20%, le Nigeria, l'Angola, l'Algérie et le Gabon étant les principaux fournisseurs. Mais c'est le terrorisme qui se répand en Afrique qui a été déterminant dans la décision des Etats-Unis de considérer le continent sous un angle de plus en plus stratégique.

Washington a intensifié son engagement politique et militaire en Afrique ces dernières années. Dans le cadre de la Combined Joint Task Force – Horn of Africa (CJTF-HOA), 1800 soldats américains intervenant surtout dans la lutte anti-terroriste sont stationnés à Djibouti. Les Etats-Unis aident, avec la Trans-Sahara Counter-Terrorism Initiative (TSCTI), différents pays à empêcher l'implantation de bases terroristes sur leur territoire. Washington a en outre conclu avec des pays africains de nombreux accords bilatéraux militaires

et entre services secrets. Pour protéger les voies maritimes et les plates-formes pétrolières, les Etats-Unis ont aussi consolidé la présence de leur flotte dans la région.

Les Etats-Unis confirment, par la création annoncée en février 2007 d'un commando militaire américain pour l'Afrique, qu'ils accordent désormais une importance stratégique à leur politique africaine. Il est vrai que Washington a renoncé jusqu'à présent à choisir un lieu pour les quartiers généraux d'AFRICOM, étant donné que des Etats comme le Nigeria, l'Afrique du Sud et la Libye ont reproché à haute voix une militarisation des relations américaines avec l'Afrique. Il est en effet remarquable qu'AFRICOM renferme, à la différence des autres commandos américains, une composante civile importante, ce qui indique une approche intégrale de la sécurité des Etats-Unis en Afrique. Il n'y a à ce jour aucune évidence corroborant la mise en garde de certains experts selon qui la présence militaire accrue des Etats-Unis pourrait aussi entraîner un jour une militarisation de la politique africaine chinoise et une guerre froide sino-américaine serait même une menace éventuelle. Washington s'intéresse avant tout, comme Pékin, à la stabilité de l'approvisionnement énergétique et, dans cette mesure aussi, à des relations coopératives en Afrique. La Chine dépendra également encore longtemps de la protection des routes maritimes par les Etats-Unis.

L'Europe à la recherche de son rôle

L'UE a elle aussi fait connaître sa volonté d'adopter une approche stratégique vis-à-vis de l'Afrique. Les efforts en vue de créer une politique africaine efficace en sont à vrai dire encore à leurs balbutiements. La stratégie africaine de l'UE, ratifiée à l'occasion du second sommet commun en décembre 2007, élève certes symboliquement les relations euro-africaines à un niveau supérieur. Mais le plan d'action avec huit partenariats thématiques est vague et ne mentionne aucune priorité claire. Cela n'a rien d'étonnant puisque les 27 Etats-membres de l'UE ont essayé, avec différents intérêts, de trouver un cadre commun pour 80 pays et ont même invité leurs partenaires africains et le public à participer à l'ébauche de ce plan.

L'UE, en tant que principal partenaire de l'Afrique dans la coopération au développement, continue de se concentrer sur ce domaine et considère que l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement de l'ONU est un objectif prioritaire. Elle a en outre pris toute une série de mesures pour

La Suisse et l'Afrique

- Une stratégie africaine générale n'existe pas, mais davantage de voyages de Conseillers fédéraux en Afrique indiquent que la Suisse accorde une importance croissante au continent.
- DFAE: la formulation d'une stratégie africaine en matière de politique étrangère a été annoncée en 2007.
 - DDC: 7 pays sur lesquels se concentre la lutte contre la pauvreté; programmes spéciaux en matière de politique de sécurité dans la région des Grands Lacs (Rwanda, Burundi, Congo) et en Afrique du Sud; aide humanitaire e.a. pour les transmigrants en Afrique du Nord
 - Promotion civile de la paix: 25% des moyens liés géographiquement vont à l'Afrique; régions sur lesquelles elle se concentre: Grands Lacs, Soudan
- DDPS: une augmentation des contributions à la promotion militaire de la paix en Afrique est à l'étude.
 - Au lieu d'envoyer des contingents, uniquement renforcement de l'envoi ponctuel d'experts (en particulier pour les missions de l'ONU) et soutien accru prévu dans la mise sur pied des capacités africaines.
 - Actuellement experts (observateurs militaires, formation, déminage) au Congo, au Burundi, au Soudan, au Ghana, en Somalie
- L'Afrique du Sud est l'un des 7 pays prioritaires dans la politique extérieure suisse

prévenir les flux migratoires croissants en provenance d'Afrique. Font partie de ces mesures le renforcement des lois d'immigration, de meilleurs contrôles aux frontières ainsi que l'élargissement des capacités nord-africaines en vue de venir à bout du problème des transmigrants. L'UE a par contre des difficultés à définir une politique énergétique étrangère commune vis-à-vis de l'Afrique d'où provient environ 20% de son pétrole et 15% de son gaz naturel. Dans la lutte anti-terrorisme, l'UE offre au Maroc et à l'Algérie des subventions qu'elle pourrait étendre à l'avenir à la zone sahélienne. Elle s'efforce en outre de projeter la stabilisation par des missions de paix de la PESD dans des pays comme le Congo et le Tchad et en soutenant l'Union Africaine dans l'opérationnalisation de l'architecture de paix et de sécurité africaine, en particulier de l'African Standby Force et du Continental Early Warning System. Les mesures liées à la sécurité de l'UE sont cependant, dans l'ensemble, restées modestes jusqu'à présent.

Bien que l'Europe fasse plus de commerce avec l'Afrique que tout autre continent, l'UE pourrait perdre de l'influence dans cette région dans les décennies à venir. Les traités de commerce actuels, caractérisés par des avantages douaniers accordés unilatéralement par l'UE, ne sont pas conformes aux dispositions de l'OMC et doivent être abolis d'ici la fin 2008. Des propositions de l'UE quant à un accord de libre échange birégional ont suscité l'irritation de certains Etats africains, au même titre que les différences dans les questions des droits de l'homme et l'insistance persistante sur des réformes politiques. Les relations de plus en plus intensives de l'Afrique avec des acteurs émergents majeurs comme la Chine, l'Inde et le Brésil indiquent un nouveau modèle de partenariats Sud-Sud

dont l'importance stratégique est difficile à prévoir.

Implications pour l'Afrique

Le sort de l'Afrique, que ce soit la menace d'une ère de néocolonialisme due à son importance stratégique croissante ou, au contraire, le ralentissement de son développement dû à la présence internationale accrue, sera non seulement décidé par le comportement des acteurs externes mais aussi par les gouvernements africains. Si ces derniers utilisent les investissements et subventions étrangers supplémentaires pour se soustraire aux exigences occidentales de bonne gouvernance, les progrès socioéconomiques risquent d'être éphémères. Une nouvelle recrudescence de l'instabilité politique rendrait aussi difficile l'intégration régionale et augmenterait le risque d'une nouvelle expansion du radicalisme et du terrorisme.

Il est par conséquent important que les gouvernements occidentaux s'en tiennent à leur politique de conditionnalité. La proposition, actuellement discutée au sein du gouvernement français, de relativiser cette conditionnalité pour pouvoir défendre les intérêts en Afrique à la même aune que la Chine, va dans le mauvais sens. L'inquiétude de l'ancienne puissance coloniale française quant au fait que 900'000 Chinois vivent déjà en Afrique alors que les Français n'y sont plus guère que 300'000 est tout à fait concevable: une politique uniquement orientée sur des objectifs énergétiques et économiques ne ferait pas justice aux intérêts à long terme de l'Occident et aussi de l'Afrique.

- Editeur responsable: Daniel Möckli
moeckli@sipo.gess.ethz.ch
- Commande d'analyses et abonnement gratuit: www.ssn.ethz.ch